

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

**LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT – F.O.L. 85
FEDERATION des ŒUVRES LAIQUES de Vendée**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

41, rue Monge
LA ROCHE SUR YON (Vendée)



LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT – F.O.L. 85
FEDERATION des ŒUVRES LAIQUES de Vendée
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
41, rue Monge
LA ROCHE-sur-YON (Vendée)

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'Assemblée Générale de l'Association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT – F.O.L. 85,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Association, LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT – F.O.L. 85 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Créances » de l'annexe des comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des créances de votre association. Dans le cadre de nos travaux, nous avons apprécié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans cette note et leur correcte application.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

V. RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon
le 5 juin 2025
Le Commissaire aux comptes

Groupe Y – BOISSEAU
CHRISTOPHE POISSONNET

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' and 'P' followed by a horizontal line.

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT –
F.O.L. 85

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes annuels

COMPTES ANNUELS



BILAN ACTIF ASSOCIATION

Libellé	Brut	Amortissements et provisions	Net N	Net N-1
ACTIF IMMOBILISÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			0	0
Frais d'établissement	11 800	11 800		
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	8 324	8 324	0	0
Immobilisations incorporelles en cours				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			1 103 051	406 966
Terrains	119 037	23 788	95 249	85 906
Constructions	1 929 191	1 013 042	916 149	221 805
Install. techniques, matériels et outil. indus.	340 118	304 774	35 344	36 430
Autres immobilisations corporelles	165 848	109 538	56 309	20 284
Immobilisations corporelles en cours				42 540
Biens reçus par legs/don. destinés à être cédés				
Immobilisations grevées de droits				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			29 956	39 803
Participations et créances rattachées	1 176		1 176	1 176
Autres titres immobilisés	400		400	400
Prêts	12 250		12 250	15 000
Autres	16 130		16 130	23 227
TOTAL (I)	2 604 272	1 471 265	1 133 007	446 769

ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	457 126	6 005	451 121	381 336
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	166 250		166 250	200 288
Valeurs mobilières placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 601 364		1 601 364	1 439 089
Charges constatées d'avance	28 207		28 207	33 041
TOTAL (II)	2 252 947	6 005	2 246 943	2 053 753

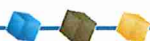
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				

TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	4 857 219	1 477 270	3 379 950	2 500 522
------------------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

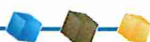


BILAN PASSIF ASSOCIATION

Libellé	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	43 998	43 998
Fonds propres complémentaires	146 608	146 608
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	239 178	239 178
Autres		
Report à nouveau	1 272 691	1 150 505
EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE	20 734	122 185
Situation nette (sous-total)	1 723 209	1 702 475
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 723 209	1 702 475
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 579	7 377
TOTAL II	1 579	7 377
PROVISIONS		
Provisions pour risques	107 551	93 070
Provisions pour charges		
TOTAL III	107 551	93 070
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	747 955	
Emprunts et dettes financières diverses	2 091	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	173 006	178 980
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	143 709	128 836
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 864	23 860
Autres dettes	323 676	224 510
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	134 309	141 413
TOTAL IV	1 547 610	697 600
Écarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	3 379 950	2 500 522



Libellé	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	103 744	101 134
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	374	835
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	2 126 913	2 144 731
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	402 079	474 161
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	4 742	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	24 472	41 632
Utilisations des fonds dédiés	5 798	
Autres produits	81 989	54 998
TOTAL I	2 750 110	2 817 491
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	379	725
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 124 074	1 156 330
Aides financières	38 145	46 090
Impôts, taxes et versements assimilés	94 250	83 824
Salaires et traitements	1 013 449	998 437
Charges sociales	276 070	269 236
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	64 742	58 130
Dotations aux provisions	14 481	2 037
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	88 128	93 010
TOTAL II	2 713 719	2 707 818
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	36 391	109 673
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	22 041	7 753
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	22 041	7 753
TOTAL DE LA PAGE	58 432	117 426



Libellé	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
REPORT DE LA PAGE PRÉCÉDENTE	58 432	117 426
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	16 245	46
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	16 245	46
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	5 796	7 706
3. RÉSULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	42 187	117 380
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	8 507	39 149
Sur opérations en capital		2 269
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	8 507	41 418
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	29 960	34 392
Sur opérations en capital		2 220
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	29 960	36 612
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-21 453	4 806
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	2 780 658	2 866 662
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 759 924	2 744 476
EXCÉDENT OU DÉFICIT	20 734	122 185
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I - FAITS CARACTÉRISTIQUES

L'association Fédération des Oeuvres Laiques de la Vendée à pour objet social :

- de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes
- de favoriser l'épanouissement le plus large des personnes
- proposer un accès à tous à l'éducation, la formation, la vie professionnelle, la culture, la communication, le sport, les vacances et aux loisirs

Pour mettre en oeuvre cette mission, l'association organise des services éducatifs, sociaux et culturels, des voyages et séjours de vacances, des activités sportives et de loisirs, d'actions de formation et d'insertion...

Les contributions volontaires en nature ne sont pas considérées comme significatives. L'association a décidé de ne pas les comptabiliser.

L'extension du siège est intervenu en 2024 avec une mise en service au 1er octobre 2024 pour un total de 780 k €, terrain inclus. Un emprunt du crédit coopératif a été octroyé pour la somme de 750 k €.

II - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1 - Principes généraux

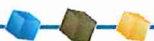
Les comptes annuels de la Fédération des Oeuvres Laiques de la Vendée ont été établis en conformité avec les dispositions de la législation française, les adaptations du plan comptable des Associations et les pratiques comptables généralement admises (règlements ANC 2014-03 et 2018-06). Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation
- Permanences des méthodes
- Indépendance des exercices

L'évaluation des éléments inscrits est pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

2.2 - Méthode d'évaluation



2.2.1 - Immobilisations incorporelles

Les brevets et licences sont inscrits en immobilisations incorporelles et amortis sur une durée de vie moyenne de 1 an.

2.2.2 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations qui est en général :

- constructions : linéaire ou dégressif de 25 à 30 ans
- installations techniques matériel et outillage : linéaire de 3 à 5 ans
- mobilier : linéaire entre 3 et 10 ans
- matériel de transport : linéaire entre 2 et 5 ans
- agencements : linéaire de 15 à 20 ans
- matériel de bureau et informatique : linéaire ou dégressif sur 3 ans.

2.2.3 - Immobilisations financières

Les titres de participation, les créances rattachées aux participations, les prêts, dépôts et cautionnements et autres créances immobilisées sont comptabilisés à leur coût historique. Si la valeur d'usage ou la valeur du marché est inférieure au coût historique, une dépréciation est constatée.

2.2.4 - Créances

Les créances ont été inscrites pour leur valeur nominale. Les créances douteuses ont été dépréciées par voie de provision, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.2.5 - Engagement en matière de retraite

La Fédération des Oeuvres Laiques de Vendée n'a pris aucun engagement en matière de complément de pensions, retraite ou indemnités assimilées. Sa convention collective prévoit le versement d'une indemnité de départ en retraite pour le personnel en activité, selon son ancienneté.

L'engagement de retraite est calculé à partir du salaire moyen annuel 2024 compte tenu de l'ancienneté acquise à l'âge de 64 ans, pondérée des chances de survie et de l'incidence du turn over, en tenant compte d'une actualisation de 3.6 % et une inflation de 3%.

Les droits potentiels acquis par les salariés affectés à la Fédération des Oeuvres Laiques de Vendée ont été provisionnés et figurent dans les provisions pour risques et charges à hauteur de 107 551 € (salaire et charges).

III - COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

3.1 - Notes sur le bilan actif

Néant.

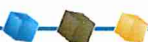
3.1.1 - État de l'actif immobilisé

Les variations de l'actif immobilisé s'analysent comme suit :

Libellés	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions	Fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	20 123			20 123
Immobilisations corporelles	1 817 418	760 828	24 053	2 554 193
Immobilisations financières	39 803	1 000	10 848	29 956
TOTAL	1 877 345	761 828	34 901	2 604 272

3.1.2 - État des amortissements

Les variations des amortissements se présentent de la façon suivante :



Libellés	Valeur brute début de l'exercice	Dotations	Reprises	Valeur brute fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	20 123			20 123
Immobilisations corporelles	1 410 452	64 742	24 053	1 451 142
TOTAL	1 430 576	64 742	24 053	1 471 265

3.1.3 - État des créances sur actif circulant et immobilisé à la clôture de l'exercice

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 651 583 € et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	457 126	457 126	
Autres	166 250	166 250	
Groupe			
Charges constatées d'avance	28 207	28 207	
TOTAL	651 583	651 583	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

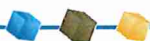
3.1.4 - Comptes de régularisation

Ils sont répartis dans les postes suivants :

- Clients produits non facturés	
- Divers produits à recevoir - CAF, FONJEP, CPAM...	119 524
- Charges constatées d'avance	28 207

TOTAL

147 731



3.2 - Notes sur le bilan passif

3.2.1 - FONDS PROPRES

3.2.1.1 - VARIATION DES FONDS PROPRES

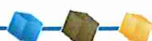
Montant des fonds propres au 31/12/2023 avant résultat (hors subventions d'investissements et provisions réglementées)		1 580 289
Résultat de l'exercice précédent (2023)	122 185	
- distribution dividendes		
Montant à affecter aux fonds associatifs	122 185	
- Fonds départemental de solidarité		
- autres réserves		
- report à nouveau		122 185
Autres mouvements des fonds associatifs		
- Subvention investissement		
- Fonds propres		
- Subvention investissement VOUVANT		
Montant des fonds propres au 31/12/2024 avant résultat		1 702 475
- résultat de l'exercice		20 734
Montant des fonds propres au 31/12/2024 après résultat		1 723 209

3.2.2 - État des échéances des dettes

Le total des dettes, à la clôture de l'exercice, s'élève à 1 548 038 €. Il comprend à hauteur de 750 046 €, des emprunts et dettes financières, dont les échéances sont les suivantes :

- à un an au plus	27 167
- à plus d'un an et cinq ans au plus	110 947
- à plus de cinq ans	611 932

3.2.3 - État des provisions

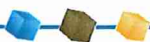


Désignations	31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	31/12/2024
fonds dédiés	7 377		5 798	1 579
Provisions pour risques et charges				
- litiges commerciaux				
- IDR	93 070	14 481		107 551
- Autres				
- litiges risque				
- Indemnités de licenciement				
Provisions pour dépréciation				
- sur créances clients	6 955		950	6 005
- sur stocks				
TOTAL	107 402	14 481	6 748	115 135

3.2.4 - Charges à payer

- Intérêts courus à payer	2 091
- Fournisseurs factures non parvenues	52 819
- Clients avoirs à établir	
- Personnel charges à payer	62 148
- Organismes sociaux charges à payer	27 906
- Autres dettes	315
- État charges à payer	4 800

TOTAL 150 079



3.2.5 - Cession titres de participation

Néant.

3.3 - Notes sur le compte de résultat

3.3.1 - Transfert de charges

Le montant des transferts de charges pour 2024 s'élève à 23 522 €.

3.3.1.1 DETAIL DES SUBVENTIONS ACCORDEES

TOTAL = 404 579 €

DETAIL :

Subvention état diverses = 24 500 €

Subvention DIRECTE = 4 000 €

Subvention FNDVA = 3 500 €

Subvention Fonjep = 50 915 €

Subvention jeunesse et sports = 16 500 €

CPO ligue nationale = 150 134 €

REGION = 6 000 €

SDEJS = 26 580 €

DDCS = 0 €

PREFECTURE = 19 500 €

DEPARTEMENT = 11 500 €

COMMUNE = 15 000 €

CAF = 53 000 €

Autres subventions = 23 450 €

3.3.2 - Détails des charges et produits exceptionnels

Libellé	Montant Charges	Montant Produits
Prix de cession des actifs		
Pénalités		
Pdt / Charges / exercices antérieurs	29 960	8 507



3.4 - Engagements financiers et autres informations

3.4.1 - Dettes garanties par des sûretés réelles

- emprunts et dettes auprès des établissements

747 955

Organisme / Banque	Nature Dette	Montant Nominal	Montant Restant Dû	Nature Sûreté
Crédit Coopératif	EMPRUNT EXTENSION BATIMENT	750 000	747 955	Hypothèques

3.4.2 - Engagement hors bilan

- Engagements donnés : Hypothèque : 750 000 €

3.4.3 - Honoraires commissaires aux comptes

Mission Légale	6 960
Mission Conseil	

3.4.4 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Ras

3.5 - Autres informations selon les tableaux ci-joints

Néant



GROUPE Y - BOISSEAU

52 rue Jacques-Yves-Cousteau
BP 409
85010 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 62 22 01